



Intervention du Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté, dans le cadre des auditions concernant
La précarité étudiante vue de manière transversale.

Commission conjointe

- de la commission de l'enseignement supérieur, de l'enseignement de promotion sociale, de la recherche, des hôpitaux universitaires, des sports, de la jeunesse, de l'aide à la jeunesse, des maisons de justice et de la promotion de Bruxelles,
- de la commission du logement et des pouvoirs locaux du parlement de Wallonie, - d'une délégation parlementaire du parlement bruxellois,
- de la commission de l'enseignement, de la formation professionnelle, des personnes handicapées, du transport scolaire, des crèches, de la culture et du tourisme du parlement francophone bruxellois

Mardi 02 février 2021.

Préambule

Malheureusement, la précarité étudiante n'est pas récente alors qu'il est **paradoxal de ne pas y remédier** lorsque tout le monde s'accorde à dire que faire des études participant non seulement à faciliter le fait de trouver du travail, d'absorber les diverses mobilités sociales avec plus de facilité, de s'adapter aux évolutions sociétales et professionnelles, de pouvoir participer plus pleinement à la démocratie et aux lieux de décision... et donc aussi de lutter contre et réduire la pauvreté et les inégalités.

Malheureusement, force est de constater également que **l'enseignement obligatoire échoue encore massivement** avec les enfants issus de milieux défavorisés et avec les enfants issus de la migration, et que dès lors, un grand nombre d'entre eux n'entameront pas d'études dans l'enseignement supérieur alors qu'ils l'auraient désiré et qu'ils en seraient capables. Nous ne parlerons pas de ceux-là aujourd'hui, mais il va sans dire que c'est dès l'enseignement maternel que se construit l'avenir plus serein des enfants comme étudiants dans le supérieur, **sans verser dans le déterminisme**. Et que dire de **la gratuité scolaire qui n'est toujours pas effective** (plus lourd dans le professionnel et le technique).

Malheureusement, la question de **la réduction des inégalités comme balise fondamentale** de l'évaluation de nos dispositifs publics garants de la justice sociale, est aussi bien trop peu présente pour évaluer, et dès lors faire évoluer, le fonctionnement de l'enseignement supérieur. Le fait de travailler sans cesse à partir de moyenne en est une dérive importante outre le biais scientifique majeur incompréhensible.

Malheureusement, les visions trop souvent morcelées compte tenu de la **complexité de l'organisation de l'Etat**, limitent grandement le fait d'appréhender la question de la précarité étudiante et ses solutions de façon holistique.

Malheureusement, en cette matière comme dans toutes celles qui ont trait à la lutte contre la pauvreté, **l'option de politiques préventives est majoritairement laissée pour compte** au profit de

politiques curatives qui courent derrière les problèmes sans pouvoir les rattraper pour les anéantir. Ceci coûte très cher humainement et financièrement, pour des résultats toujours décevants pour toutes les parties, quand ce n'est pas pour se retourner sur celles et ceux à qui il sera reproché de coûter trop cher à la collectivité.

Malheureusement, **la crise sanitaire révèle avec une intensité violente**, malgré tous les efforts réalisés, à quel point la situation sociale préexistante des étudiant.e.s, et de leurs familles très souvent, était déjà critique. A la révélation s'ajoute l'aggravation. Le RWLP est accompagnant téléphonique pour le **numéro d'urgence sociale 1718** de la RW. Régulièrement, des étudiant.e.s prennent contact, davantage d'étudiant.e.s d'origine étrangère. Les situations sont généralement catastrophiques et les réponses très difficiles à trouver dans le champ public.

Et donc c'est avec grand plaisir que le Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté a lu le titre de l'audition à laquelle il est invité à s'exprimer : **la précarité étudiante vue de manière transversale**. Car en effet, il nous semble que c'est par une approche transversale et des décisions multiples et combinées aux différents niveaux de pouvoir que des solutions structurelles pourront voir le jour.

Les problèmes identifiés lorsque des jeunes qui se lancent dans des études supérieures malgré les conditions d'existence modestes de la famille, voire de pauvreté ou de grande pauvreté, et parfois d'isolement et ruptures familiales, sont impressionnants, cumulatifs et effrayants et difficilement surmontables.

Bien sûr, il y a **les plus forts des plus faibles**, bien sûr il y a le.la jeune qui aura la chance d'accrocher avec **un mentor protecteur**, bien sûr **il y a plusieurs années, il était plus facile** de traverser ces difficultés avec moins... Le RWLP tient à **ne pas renforcer la vision des exceptions qui stigmatisent alors la majorité** qui n'y arrive pas et s'écroule. La vision du RWLP, c'est que **l'Etat doit être en capacité d'offrir le trajet souhaité et possible à tous les jeunes**.

Aujourd'hui, la liste des raisons qui conduisent à l'échec dans l'enseignement supérieur, et donc à un potentiel échec du parcours de vie, à une amertume, à un impact durable sur la personnalité, et peut-être à la pauvreté ou à l'impossibilité d'en sortir, est longue. Nous pouvons les énumérer une fois de plus :

- **Le coût des études** entre 8000 et 12000 euros (droit d'inscription dont le gel n'est pas généralisé, logement, nourriture, minerval, support de cours, ...) qui obligent un nombre toujours grandissant d'étudiants à avoir un job d'étudiants et/ou de recourir au CPAS. Dans ce cadre, sont à souligner : la **méconnaissance mais aussi la diversité et complexité des aides sociales mises en place** par les écoles supérieures et universités (manque de visibilité, d'informations, gênes des étudiants de demander, refus et/ou conditionnalité des aides, complexité, ...); les **relations tendues avec les CPAS** pour l'obtention d'une aide (PIIS, obligation de réussite, prise en compte du revenu obtenu dans le cadre du job étudiant pour diminuer le RIS, contrôle excessif des CPAS, aller chercher des colis alimentaire dans son CPAS à des kms du lieu des études, etc. ...); **le coût des supports de cours et du matériel** (pas toujours mis en ligne pour un accès gratuit, livres dont les professeurs sont auteurs et qui ne sont donc pas en libre accès, les exigences en terme de matériel pour les travaux pratiques, les écoles d'art,...); les **bourses d'études** (difficulté d'accès au niveau des démarches à effectuer, décalage de plusieurs mois entre le moment où l'on introduit la demande et le moment de l'obtention, le plafond de revenus trop bas qui est à revoir, la somme de la bourse à revoir à la hausse afin de permettre d'accéder à un matériel

informatique et de l'augmentation du coût de la vie, leur non-automatisation...); les **jobs étudiants** (légalisation, cumul avec le CPAS et la bourse d'études qui impliquent des réglementations strictes pénalisant l'étudiant, inégalités dues au cumul entre le job/l'étude : le temps d'étude se réduit drastiquement, ...); **le recours à l'aide alimentaire**, ... un comble alors que c'est déjà une injure pour toute la population que cela doive exister.

- **Les revenus du jeune et de sa famille** : Faut-il rappeler qu'aujourd'hui, nous sommes dans un pays où les syndicats se battent encore pour **revendiquer 15 €/brut de l'heure** pour des travailleurs, qui sont **souvent des travailleuses** et régulièrement **familles monoparentales**, et que 37% des ménages wallons n'avaient **pas d'épargne...** avant la crise sanitaire ! **Les allocations familiales** : qui devraient constituer un levier nettement plus soutenant aux familles à faibles revenus, sans désargenter des familles qui ont de bonnes ressources. **Le statut cohabitant** : qui empêche des solidarités familiales ou autres, et qui provoque tensions et parfois nécessité de prendre un statut d'isolé. Il n'est pas rare qu'un CPAS diminue le RIS d'un parent parce qu'un étudiant travaille ou bénéficie d'un RIS complet ! **L'anormalité du job étudiant** quand il est devenu non pas l'appoint mais la part vitale pour l'étudiant, et parfois un complément pour faire tenir toute la fratrie. Sachant que la concurrence existe dans les jobs étudiants aussi et que les plus vulnérabilisés auront souvent accès aux jobs les plus ingrats en termes de moments auxquels travailler, contrats, niveaux de revenus ! **Le mal-logement** des familles qui a des impacts de tous types sur les enfants et les jeunes et donc aussi sur les études.
- **La situation spécifique des étudiant.e.s d'origine étrangère** : Si leur situation était déjà très précaire avant la crise, que dire maintenant, la perte du travail, avec des tiers répondants qui n'ont plus le sou, des CPAS qui n'interviennent souvent que de façon très limitée ou pas du tout, des états de santé dégradés.
- **La réalité des couples étudiants précaires** : des personnes monoparentes, des couples d'origine étrangère est complexe et pas rare.
- **Le logement/le Kot** : cela constitue la moitié des frais d'étude, le prix des loyers, l'état du logement, la disparité des prix du logement étudiant selon les villes qui amènera l'étudiant précaire à faire intervenir ce critère dans son choix d'études, le manque de législation suffisamment claire au niveau des charges, des contrats ,...
- **La mobilité** : au niveau des trajets domicile/kot, domicile/université/haute école, au niveau des stages en Belgique, mais aussi lors de stages à l'étranger (Erasmus).
- **Le matériel numérique** : nécessité d'avoir du matériel récent pour supporter les logiciels, une bonne connexion stable et rapide, une imprimante,...
- **L'alimentation** : le coût de ce poste va grandissant, et comment tolère-t-on de généraliser à ce point l'aide alimentaire aussi pour les étudiant.e.s ?
- **La santé** : l'accès à des soins médicaux, à des soins dentaires, à une contraception, à des médicaments, ...
- **Un impact du genre** : la précarité menstruelle, l'accès à des contraceptifs, des visites gynécologiques, ...

- **Le recours à la prostitution** : pour raison de survie, mais aussi parce que ce sera moins « énergivore » en temps, qu'un job étudiant...
- **Les référents culturels installés et véhiculés** par les acteurs institutionnels, professoraux, humains, dans les établissements, et l'aura du milieu universitaire : comme frein à l'accès, à l'intégration, à la participation, etc. Se jouent là aussi **le déclassement** a priori par des tiers, l'auto-déclassement a priori par les stigmatisations subies et intégrées, le déclassement au sein du milieu de l'enseignement supérieur. Nous faisons lien ici avec l'importance de l'enseignement obligatoire en amont des études supérieures déjà évoquées ci-dessus. **Tout cela a à voir avec la relégation** scolaire, la relégation sociale, et plus tard la relégation professionnelle... un échec collectif à combattre.

Les pistes de solutions pour réduire et éliminer la précarité des étudiant.e.s dans une vision transversale.

- **Une analyse transversale appelle des réponses transversales** : une seule piste ne réglera pas le problème ; il est nécessaire de mettre en œuvre **plusieurs réponses convergentes, dans une même temporalité**, de façon à ce que **l'effet cumulatif** ait un réel impact **pour réduire, puis éliminer la précarité, pauvreté et l'appauvrissement des étudiant.e.s.**
- Pour le RWLP, **dans un premier temps, il faut renforcer les réponses palliatives tout en construisant les réponses structurelles au plus vite.** Dans un second temps, il est alors possible de réduire les réponses palliatives. A moyen et long terme c'est la manière de **contrer l'installation durable du précaire étudiant comme une composante de la réalité. Ce sera un gain humain, économique, financier et favorable au développement de Bruxelles et de la Wallonie.**
- L'impact de l'interaction entre les politiques aux différents niveaux de pouvoir est tel sur les ménages, les enfants et les jeunes que pour le RWLP, il est **indispensable de construire une stratégie phasée impliquant les différents niveaux de pouvoir pour réduire et éradiquer la précarité étudiante, la pauvreté des étudiant.e.s, l'appauvrissement de ceux-ci.** C'est ambitieux, trop ? Pour le RWLP, non. Il nous semble que les dirigeants d'un pays doivent avoir la **fierté d'investir dans les jeunes et tous les jeunes** doivent avoir la **fierté de réduire les inégalités pour éliminer la pauvreté** qui n'a aucune légitimité et qui est préjudiciable à toutes et tous, et à tout. « **L'égalité est meilleure pour tous** » a étudié Richard Wilkinson. **Le Gouverneur de la Banque Nationale** rencontré la semaine dernière avec le Réseau Belge de Lutte contre la Pauvreté nous disait que pour lui les deux leviers (il y en a d'autres aussi de notre point de vue), c'est l'emploi et l'éducation/enseignement.
 - Pour construire une telle stratégie, outre les acteurs représentatifs des étudiant.e.s, des familles, de l'enseignement, des corps intermédiaires, etc., le RWLP préconise d'associer **un groupe d'étudiants dans la situation, et de parents dans la situation**, afin qu'ils soient entendus concernant la priorisation et les articulations progressives

à mettre en place. Et que de façon permanente, les acteurs de lutte contre la pauvreté puissent être associés au processus.

- Le RWLP suggère que **tous les niveaux de pouvoirs** soient associés. Et donc à ceux qui participent à ces auditions, le RWLP préconise que le **Gouvernement fédéral** s'implique également car il a des leviers pour le faire. Ainsi, le Gouvernement fédéral pourrait décider de supprimer le **statut cohabitant** pour les jeunes et leurs familles, il peut agir sur les **inégalités fiscales** par rapport aux familles dans la pauvreté et où des jeunes sont aux études, il peut agir sur les **missions des CPAS...**, outre le Plan de relance, le revenu des ménages, etc.
- Ainsi, chaque niveau de pouvoir construit maintenant un **Plan de lutte contre la pauvreté**. Chaque Plan isolé a des qualités mais aussi de grandes limites précisément compte tenu de ce manque de transversalité. C'est vrai pour la lutte contre la précarité étudiante aussi. Le RWLP préconise que les Plans puissent éventuellement être les « véhicules » concrets d'une stratégie articulée et phasée de la réduction et l'éradication de la précarité. **Et pourquoi ne pas construire cela dans le cadre d'une CIM dédiée à l'enjeu ?** Ces auditions sous l'angle transversal en sont peut-être les prémices. Les fruits d'une telle dynamique seraient au bénéfice de toute la collectivité.
- Plus concrètement, s'il faut donner des pistes, le RWLP pense qu'il serait important d'agir concomitamment sur des leviers financiers, organisationnels et liés à l'information. Cette proposition n'est pas du tout complète, mais suggère de travailler sur deux axes. Ainsi agir en même temps :

A travers des réponses structurelles :

- Une réduction du coût des études (support de cours, minerval, le numérique...) (FWB).
- Un renforcement des services en charge des bourses d'études, une augmentation (lien avec le numérique) et automatisation des bourses d'études et une réforme pour revoir les seuils de revenus (FWB).
- Une suppression du statut cohabitant pour les jeunes (Fed).
- Une amplification des actions en lien avec les Kots (la qualité, le prix, l'encadrement du bail, ...), et le logement en général puisque des solutions peuvent se trouver aux intersections de différentes politiques du logement (AIS, intergénérationnel, etc.) (RW-RB).
- Une aide plus substantielle à la mobilité pour les jeunes de familles précarisées (RW-RB).
- Une action sur la fiscalité (Fed)
- Une révision des allocations familiales pour les rendre plus opérantes en matière de lutte contre la pauvreté (RW-RB).
- Prise en compte de la question genrée de la précarité étudiante dans le cadre de la CIM droits des femmes (FWB-RW-RB).

- Ouvrir la question du job étudiant dans la société, son rôle, la législation qui l'encadre, etc. (Fed).
- ...

A travers des réponses palliatives :

- Une simplification des dispositifs d'aides divers (palliatifs), et une bonne information de l'existence de ceux-ci (FWB-Fed).
- Une évolution dans les formes d'aides et types d'aides apportées par les CPAS (Fed).
- Comment renforcer le soutien aux étudiant.e.s étranger.ère.s précaires ?
- Comment renforcer le soutien aux ménages étudiants précaires ?
- ...